

2° Au § 16, intitulé « H. Chirurgie vasculaire », intitulé « catégorie 2 », l'intitulé « Greffes vasculaires » est complété par la prestation « 715956-715960 »;

3° Au § 18. a), intitulé « H. Chirurgie vasculaire », l'intitulé « Greffes vasculaires » est complété par la prestation « 715956-715960 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 2012.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales
Mme L. ONKELINX

2° In § 16, opschrift « H. Bloedvatenheelkunde », opschrift « categorie 2 » wordt het opschrift « Vaatenten » aangevuld met de verstreking « 715956-715960 »;

3° In § 18. a), opschrift « H. Bloedvatenheelkunde », wordt het opschrift « Vaatenten » aangevuld met de verstreking « 715956-715960 ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 december 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2013/24053]

11 JANVIER 2013. — Arrêté ministériel modifiant l'annexe I^{er} de l'arrêté royal du 22 mai 2003 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides, en vue d'y inscrire le carbonate de DDA

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé et des travailleurs, les articles 8, modifié par la loi du 28 mars 2003, et 9, modifié par les lois des 28 mars 2003 et 27 juillet 2011;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 2003 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides, l'article 81, alinéa 1^{er};

Vu la Directive 2012/22/UE de la Commission du 22 août 2012 modifiant la Directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription du carbonate de DDA en tant que substance active à l'annexe I^{er} de ladite directive;

Vu l'association des gouvernements des régions à l'élaboration du présent arrêté;

Vu la notification au Conseil fédéral du Développement durable, au Conseil supérieur de la Santé, au Conseil de la Consommation et au Conseil central de l'Economie;

Vu l'avis 52.235/3 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe I^{er} de l'arrêté royal du 22 mai 2003 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides, modifié par les arrêtés ministériels du 21 mars 2007, 6 novembre 2007, 1^{er} février 2008, 25 août 2008, 23 janvier 2009, 8 avril 2009, 6 mai 2009, les trois arrêtés ministériels du 13 janvier 2010, les deux arrêtés ministériels du 19 juillet 2010, l'arrêté ministériel du 2 mai 2011, l'arrêté ministériel du 25 août 2011, l'arrêté ministériel du 19 mars 2012, l'arrêté ministériel du 15 juin 2012, l'arrêté ministériel du 28 août 2012, l'arrêté ministériel du 21 novembre et l'arrêté ministériel du 28 novembre est complétée par le texte figurant dans l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2013.

M. WATHELET

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2013/24053]

11 JANUARI 2013. — Ministerieel besluit tot wijziging van de bijlage I van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende het op de markt brengen en het gebruik van biocide, met het oog op de opname van DDA-carbonaat

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid en de werknemers, de artikelen 8, gewijzigd bij de wet van 28 maart 2003, en 9, gewijzigd bij de wetten van 28 maart 2003 en 27 juli 2011;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende het op de markt brengen en het gebruiken van biociden, artikel 81, eerste lid;

Gelet op de Richtlijn 2012/22/EU van de Commissie van 22 augustus 2012 tot wijziging van Richtlijn 98/8/EG van het Europees Parlement en de Raad teneinde DDA-carbonaat, als werkzame stof in bijlage I bij die richtlijn op te nemen;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit;

Gelet op de kennisgeving aan de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, aan de Hoge Gezondheidsraad, aan de Raad voor het Verbruik en aan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven;

Gelet op advies 52.235/3 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage I van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende het op de markt brengen en het gebruik van biociden, zoals gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 maart 2007, 6 november 2007, 1 februari 2008, 25 augustus 2008, 23 januari 2009, 8 april 2009, 6 mei 2009, de drie ministeriële besluiten van 13 januari 2010, de beide ministeriële besluiten van 19 juli 2010, het ministerieel besluit van 2 mei 2011, het ministerieel besluit van 25 augustus 2011, het ministerieel besluit van 19 maart 2012, het ministerieel besluit van 15 juni 2012, het ministerieel besluit van 28 augustus 2012, het ministerieel besluit van 21 november en het ministerieel besluit van 28 november wordt aangevuld door de tekst in bijlage van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2013.

M. WATHELET

Annexe I^{re}Le texte suivant est ajouté à l'annexe I^{re} :

N°	Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active dans le produit biocidé mis sur le marché	Date d'inscription	Date butoir-avant laquelle le ministre doit statuer sur la demande d'autorisation ou de renouvellement de l'autorisation d'un biocidé qui était sur le marché avant la date d'inscription. (à l'exclusion des produits contenant plus d'une substance active, pour lesquels la date limite est celle fixée dans la dernière décision d'inscription relative à ses substances actives pour ce qui concerne le type de produits 8)	Date d'expiration de l'inscription	Type de produits	Dispositions spécifiques
« 58	Carbonate de DDA	Masse de réaction du carbonate de N,N-didécyln,N-diméthylammonium et de bicarbonate de N,N-didécyln,N-diméthylammonium N°CE : 451-900-9 N°CAS : 894406-76-9	Poids sec 740 g/kg	1 ^{er} février 2013	Sans objet	31 janvier 2023	8	<p>L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'Union n'a pas abordé toutes les utilisations possibles; certaines utilisations, telles que l'utilisation par des utilisateurs non professionnels ont été exclues.</p> <p>Lorsqu'il examine une demande d'autorisation d'un produit conformément à l'article 3 et suivants et à l'annexe VI, le ministre étudie, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux naturels qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'Union.</p> <p>Le ministre veille à ce que les autorisations soient soumises aux conditions suivantes :</p> <p>1] des procédures opérationnelles sûres doivent être établies pour les utilisateurs industriels et les produits doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être demandé dans la demande d'autorisation du produit que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens;</p> <p>2] des étiquettes et, le cas échéant, des fiches de données de sécurité des produits autorisés doivent indiquer que l'application industrielle doit être effectuée dans une zone confinée ou sur une surface en dur imperméable avec enceintes de protection, que le bois fraîchement traité doit être stocké après son traitement sous abri ou sur une surface en dur imperméable, ou les deux, pour éviter des pertes directes dans le sol ou les eaux, et que les pertes liées à l'application du produit doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination;</p>

N°	Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active dans le produit biocide mis sur le marché	Date d'inscription	Date butoir avant laquelle le ministre doit statuer sur la demande d'autorisation ou de renouvellement de l'autorisation d'un biocide qui était sur le marché avant la date d'inscription. (à l'exclusion des produits contenant plus d'une substance active, pour lesquels la date limite est celle fixée dans la dernière décision d'inscription relative à ses substances actives pour ce qui concerne le type de produits 8)	Date d'expiration de l'inscription	Type de produits	Dispositions spécifiques
								3) Les produits ne sont pas autorisés pour le traitement du bois qui sera en contact avec l'eau douce ou utilisé dans des constructions en plein air situées à proximité de l'eau ou sur l'eau, ou pour le traitement par trempage du bois qui sera exposé en permanence aux intempéries ou fréquemment exposé à l'humidité, à moins que ne soient fournies des données démontrant que le produit répond aux exigences de l'article 3 et suivants et à l'annexe VI, si nécessaire par l'application de mesures d'atténuation appropriées. »

Bijlage I

De volgende tekst wordt aan bijlage I toegevoegd :

Nr.	Triviale naam	IUPAC-naam Identificatienummers	Minimale zuiverheid van de werkzame stof in het biocide zoals het op de markt wordt gebracht	Datum van opneming	Uiterste termijn waarbinnen de minister een beslissing moet nemen over de aanvraag tot toelating of tot hernieuwing van de toelating voor een biocide dat voor de datum van opneming op de markt was. (behalve voor producten die meer dan een werkzame stof bevatten; in dat geval geldt de termijn die wordt vastgesteld in het laatste besluit voor de opneming van zijn werkzame stoffen betreffende productsoort 8)	Datum waarop de opneming verstrijkt	Productsoort	Specifieke bepalingen
« 58	DDA-carbonaat	Reactieproduct van N,N-didecyl-N,N-dimethylammoniumcarbonaat en N,N-didecyl-N,N-dimethylammoniumbicarbonaat EC-nummer : 451-900-9 CAS-nr : 894406-76-9	Drooggewicht : 740 g/kg	1 februari 2013	Niet van toepassing	31 januari 2023	8	Op het niveau van de Unie zijn niet alle mogelijke toepassingen beoordeeld; bepaalde gebruiksvormen, zoals het gebruik door niet-beroepsmatige gebruikers, werden uitgesloten. Wanneer de minister een aanvraag tot toelating van een product beoordeelt overeenkomstig artikel 3 en volgende, en bijlage VI, beoordeelt hij, voor zover dit voor het product in kwestie relevant is, de toepassingen of blootstellingsscenario's en de risico's voor bevolkingsgroepen en milieucompartmenten die bij de risicobeoordeling op het niveau van de Unie niet op een representatieve wijze aan bod zijn gekomen. De minister zorgt ervoor dat bij toelating de volgende voorwaarden worden gesteld :

									<p>1] voor industriële gebruikers moeten veilige operationele procedures worden vastgesteld en bij het gebruik van producten moeten passende, persoonlijke beschermingsmiddelen worden gebruikt, behalve als in de aanvraag tot toelating van het product kan worden aangetoond dat de risico's op andere manieren tot een acceptabel niveau kunnen worden teruggebracht;</p> <p>2] op de etiketten en zonodig op de veiligheidsinformatiebladen van toegelaten producten moet worden aangegeven dat industrieel aanbrengen van het product wordt uitgevoerd binnen een afgesloten gebied of op een ondoordringbare harde ondergrond met afdamming, dat pas behandeld hout na de behandeling onder een dak en/of op een ondoordringbare harde ondergrond wordt opgeslagen en dat verliezen bij het aanbrengen van het product met het oog op hergebruik of verwijdering moeten worden opgevangen;</p> <p>3] producten worden alleen toegelaten voor de behandeling van hout dat in contact komt te staan met zoet water of gebruikt zal worden voor constructies in de openlucht nabij of boven water of voor het gebruik door middel van onderdompeling van hout dat permanent aan de weersomstandigheden zal worden blootgesteld of vaak nat kan worden, wanneer gegevens zijn overgelegd die aantonen dat het product aan de eisen van artikel 3 en volgende en bijlage VI zal voldoen, indien nodig door toepassing van passende beperkende maatregelen. »</p>
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} janvier 2013 modifiant l'annexe I^{re} de l'arrêté royal du 22 mai 2003 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides, en vue d'y inscrire le carbonate de DDA.

Le secrétaire d'Etat à l'Environnement,
M. WATHELET

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 11 januari 2013 tot wijziging van de bijlage I van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende het op de markt brengen en het gebruik van biociden, met het oog op de opname van DDA-carbonaat.

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
M. WATHELET